



Amiens, le 21 janvier 2011

## Communiqué de presse

# Bilan de la délinquance dans le département de la Somme en 2010



**Avec 27 025 faits constatés en 2010 par les services de police et de gendarmerie, contre 27 557 l'an passé, la délinquance dans la Somme enregistre un nouveau recul de 1,9%.**

Cette évolution conforte la baisse déjà observée en 2009 (2,16%). Depuis 2002, les faits de délinquance sont passés, dans le département, de 32 132 faits à 27 025 faits, ce qui revient à constater qu'il y a eu 5000 victimes de moins en 2010 que neuf ans auparavant.

L'analyse détaillée des données globales met en évidence plusieurs enseignements :

- **Les atteintes aux biens enregistrent une forte baisse (-3,5%)**

Les atteintes aux biens sont en forte baisse : on compte ainsi sur l'année 571 faits en moins, soit une diminution de 3,54% (15 539 faits contre 16 110 en 2009). Le taux d'atteintes aux biens pour 1000 habitants se situe ainsi en-deçà du taux national (27,5 faits pour 1000 habitants contre 34,8).

Les vols d'automobiles et de fret diminuent de près de 20% (192 faits en moins) et les vols à la roulotte de 408 faits (2041 contre 2449, soit -16,7%). En revanche, les cambriolages (2238 en 2010 contre 2055 en 2009) demeurent un point d'attention avec une recrudescence des faits constatée depuis l'automne.

Pour prévenir les atteintes aux biens, un travail important et permanent de coordination des actions menées est effectué au sein de la cellule anti-cambriolages qui réunit chaque semaine police et gendarmerie et permet d'établir tous les rapprochements nécessaires afin d'élucider les faits. Par ailleurs, l'intervention de la police technique et scientifique est en passe de devenir systématique, afin de contribuer à l'élucidation de chaque fait.

En matière de prévention, les référents sûreté de la police et de la gendarmerie, interviennent auprès des collectivités, des entreprises et des bâtiments commerciaux, pour réaliser des diagnostics visant à déterminer les points de faiblesse.

L'opération tranquillité vacances, désormais mise en œuvre toute l'année permet aux particuliers, durant leur absence, de bénéficier de patrouilles renforcées des services de police et de gendarmerie aux abords de leurs domiciles.

Une action plus ciblée est également menée à l'égard des publics dits vulnérables par le biais de l'opération tranquillité seniors.

Enfin, sur la voie publique, le recours à la vidéoprotection permet non seulement de contribuer à dissuader le passage à l'acte de la part des délinquants mais également à l'élucidation de chaque fait.

- **Le nombre des atteintes volontaires à l'intégrité physique progresse légèrement (+1,8%)**

Avec 81 faits supplémentaires en 2010 (4705 contre 4624 en 2009), l'évolution enregistrée marque un ralentissement sensible en comparaison des hausses des années précédentes. L'essentiel de la progression tient à l'augmentation des violences physiques non crapuleuses (violences intrafamiliales) qui ont enregistré 94 faits supplémentaires en 2010 (3 049 au total), les violences sexuelles connaissant une forte baisse avec 40 faits de moins qu'en 2009 (260 contre 300), soit une chute de 13%).

En ces matières, l'action des services de police et de gendarmerie est étroitement complémentaire de celles des services sociaux. C'est ainsi qu'en 2010, 5 travailleurs sociaux du Conseil général de la Somme sont intervenus dans les brigades de gendarmerie et les commissariats de police du département, en soutien aux brigades spécialisées dans la protection des familles. L'Etat a financé cette action à hauteur de la moitié de son coût (soit 100000 euros), par l'intermédiaire du Fonds interministériel de prévention de la délinquance.

- **Les violences urbaines sont contenues**

Le nombre des incendies volontaires de véhicules est en baisse de près de 9% (379 en 2010 contre 415 en 2009). On enregistre cependant une légère hausse des incendies de poubelles en 2010 (18 faits supplémentaires pour un total de 413 faits contre 395 en 2009).

Face à ce phénomène, la présence des forces de l'ordre dans les zones les plus concernées est permanente, et ce en dépit des provocations dont elles peuvent être parfois l'objet. La réponse opérationnelle mêle le dialogue, à travers notamment les comités de liaison police-population (Amiens-Nord et Étouvie), le travail de renseignement et l'affirmation de l'autorité de l'État, en particulier à travers les nombreux contrôles d'identité et les opérations très ciblées visant à déstabiliser les auteurs de violences et les trafics.

- **Les infractions économiques et financières sont en légère baisse (-0,62%)**

Avec 17 faits en moins (2715 contre 2732), les infractions économiques et financières diminuent de 0,62% (2715 contre 2732). On enregistre notamment une baisse des escroqueries et abus de confiance (-7,8% soit 1638 faits contre 1777). Les usages frauduleux de cartes de crédit sont en hausse de 23 faits.

Avec un taux de 4,8 infractions économiques et financières pour 1000 habitants, la Somme se situe en-dessous du taux national (5,7 pour 1000).

Les actions de sensibilisation et d'information à l'égard des consommateurs, notamment ceux utilisant Internet, se poursuivent.

- **L'activité des services a été très soutenue et le taux d'élucidation se maintient à un niveau élevé**

Les infractions révélées par l'initiative des services progressent de 4,53% (soit 2214 infractions). Cette progression résulte surtout de l'augmentation importante des infractions à la législation sur les stupéfiants (+7,04% soit 1414 infractions révélées en 2010 contre 1321 en 2009), véritable priorité des services de police et de gendarmerie dans le département. C'est ainsi qu'en 2010, plus de 360 opérations portant sur la lutte contre les stupéfiants ont été menées.

En ce qui concerne le taux d'élucidation, plus des deux tiers des atteintes volontaires à l'intégrité physique des personnes ont été élucidés, ainsi que la moitié des escroqueries et infractions économiques et financières. Au total, près de 40% des faits de délinquance ont été élucidés en 2010.

Ces indicateurs témoignent de la qualité du travail d'investigation et d'enquête mené par les policiers et les gendarmes du département et de l'efficacité des mesures prises pour améliorer sans cesse la lutte contre la délinquance.